

[Text]

past five to six years has been steadily decreasing year by year. The figure I tabled with this committee—which is not my figure, it is Statistics Canada's figure—of \$18 million net after taxes is surely not a very substantial one on which to claim there is a healthy, growing industry in cable.

Mr. Bosley: It is almost as bad as Petro-Can.

Mr. Orlikow: And yet Mr. Audley also gives the expenditures for programming which show that the CBC, for example, spent \$327 million on programming; private television spent \$255 million on programming; and cable spent a very insignificant amount of \$22 million on programming.

Mr. Hind-Smith: Mr. Chairman, I think it should be clear that cable is not encouraged to be a programmer. Indeed, I said we had one fundamental objection to the Applebaum-Hébert committee, and it is precisely that. The Applebaum-Hébert committee chooses to restrict programming originated by cable, and so recommends. The programming figure to which you refer is the community programming channel, which again, as a result of a policy determination by the CRTC, is not designed to be either comparable with or competitive to conventional broadcasting. We earn no revenue from the community channel; we only spend money on it to provide access to community groups, political groups, multicultural groups, and so on . . .

Mr. Bosley: And members of Parliament.

Mr. Hind-Smith: And members of Parliament who kindly avail themselves of the facility to report to their constituents. So I think it would be both unfair and misleading to try to draw a comparison on programming.

• 1645

Mr. Orlikow: But if we are going to have more Canadian programming, whether it be drama, full-length films, or documentaries, both the private and public systems are now finding it very difficult to compete with U.S. production, which has a much bigger market and can spend . . . and I am speaking from memory here—a program produced in the United States will cost anywhere from \$0.5 million to \$1 million. Because of their population they can sell enough advertising to recoup that money and make a profit, whereas in Canada both the public and private systems find that they can only spend a tenth of that and yet they are expected to compete with the American and other channels to produce programs of comparable value, comparable appeal. They have found it increasingly difficult. In fact, the easy way, rather than producing Canadian programming, is to buy material produced in other countries, particularly in the United States.

Unless we can find a way of getting more revenue, through either some form of tax or licence fee, it is going to be impossible to maintain, let alone improve, the kind of Canadian content which Canadian governments until now, and I would assume in the future, will want to have available.

[Translation]

câblodistributeurs, depuis cinq ou six ans, décroît régulièrement d'année en année. Le montant que j'ai cité au Comité et qui provient de Statistique Canada, c'est-à-dire ces profits nets de 18 millions de dollars après imposition, ne peut pas être considéré comme un montant très important, reflétant une industrie saine et en pleine croissance.

M. Bosley: C'est presque aussi mauvais que Petro-Can.

M. Orlikow: Pourtant, M. Audley donne également les montants dépensés pour la programmation, qui sont de 327 millions de dollars pour Radio-Canada, de 255 millions de dollars pour la télévision privée, et de 22 millions de dollars, un montant très insignifiant, pour les câblodistributeurs.

M. Hind-Smith: Monsieur le président, je tiens à préciser qu'on n'encourage pas les câblodistributeurs à réaliser des émissions. D'ailleurs, l'une de nos objections fondamentales au rapport Applebaum-Hébert, c'est précisément celle-là. La Commission Applebaum-Hébert a choisi de recommander l'imposition de restrictions aux émissions réalisées par les câblodistributeurs. Cette programmation dont vous parlez, ce sont les émissions communautaires, qui, suite à une décision du CRTC, ne doivent pas pouvoir se comparer ni faire concurrence aux réseaux ordinaires. Le canal communautaire n'a pas de but lucratif. Les dépenses engagées ont pour but de permettre aux groupements communautaires, aux groupements politiques, aux associations multiculturelles, etc., de se faire entendre.

M. Bosley: Et aux parlementaires.

M. Hind-Smith: Les députés aussi profitent de nos installations pour faire rapport à leurs commettants. Je crois donc qu'il serait injuste et trompeur de faire une comparaison de nos programmations.

M. Orlikow: Nous voudrions qu'il y ait davantage d'émissions canadiennes, que ce soient des dramatiques, des long métrages ou des documentaires, mais les chaînes et privées et publiques ont déjà beaucoup de mal à faire concurrence aux émissions américaines, parce que là-bas, le marché étant beaucoup plus important, on peut se permettre de dépenser quelque chose comme \$500,000 ou 1 million de dollars pour une émission. La population étant nombreuse, les réseaux américains arrivent à vendre suffisamment de temps de réclame pour récupérer les fonds investis et même faire un profit, tandis qu'au Canada, les chaînes publiques et privées ne peuvent pas investir plus du dixième de ce que cela coûte aux États-Unis, et pourtant, on leur demande de faire concurrence aux réseaux américains en produisant des émissions aussi bonnes et aussi attirantes. Pour elles, c'est de plus en plus difficile. De fait, la facilité, c'est d'acheter des émissions produites par d'autres pays, surtout par les États-Unis, au lieu de réaliser des émissions canadiennes.

Si nous ne trouvons pas une façon d'accroître les revenus, soit par une taxe, soit par des permis, il sera impossible de maintenir la proportion actuelle de contenu canadien que les gouvernements ont jusqu'à présent exigé. Inutile de songer alors à accroître cette proportion.